



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS D'URBANISME
MUTATION D'UN IMMEUBLE BÂTI OU NON BÂTI SANS MODIFICATION DE SON ETAT**

Contact : rens.urba@paris.fr

Attention : Si une modification de l'immeuble faisant l'objet de la mutation est envisagée, il convient alors de demander un certificat d'urbanisme

DEMANDE

SITUATION :

PARIS :

16 Arr.

N° 75 RUE DE L ASSOMPTION

AFFAIRE : SDC 75 RUE DE

L'ASSOMPTION C/ SUCCESSION DOMAIN

Référence cadastrale **Section BT n° 39**

REPONSE

Cette réponse est délivrée gratuitement par la Mairie de Paris. Elle fait état des renseignements connus à ce jour. Elle constitue un simple document d'information et ne peut en aucun cas être considérée comme une autorisation administrative quelconque ni un certificat d'urbanisme. Par ailleurs elle ne saurait engager la responsabilité de la ville dans le cas de l'application de l'article L-125-5 du Code de l'Environnement (Risques majeurs).

ADRESSES :

(La situation de l'immeuble par rapport à l'alignement est donnée à titre de simple indication. Elle ne préjuge pas d'une application plus précise de l'alignement considéré)

Adresse complète de la parcelle

Alignement

Arrondissement : 16e Arr

075 RUE DE L'ASSOMPTION

Limite de fait conservé

NOTA :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU) :

(Avant toute mutation d'un bien soumis au droit de préemption, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner comportant l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.)

DPU "simple" DPU "renforcé"

Si le propriétaire est une SCI qui vend la majorité de ses parts, le DPUR s'applique conformément à l'article L211-4d du Code de l'Urbanisme

NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME :

- Plan Local d'Urbanisme de Paris
- Secteur Sauvegardé
- Secteur du Sénat

ZONE :

Zone Urbaine Générale Zone Urbaine de Grands Services Urbains

Zone Urbaine Verte **Destination : Secteur de protect. de l'habitation**

Zone Naturelle et Forestière **Secteur Particulier : Néant**

NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE :

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> MONUMENT HISTORIQUE : | <input checked="" type="checkbox"/> Périmètre de site : | <input checked="" type="checkbox"/> Périmètre de protection de MONUMENTS HISTORIQUES |
| <input type="checkbox"/> inscrit | <input checked="" type="checkbox"/> inscrit | <input type="checkbox"/> Zones d'ANCIENNES CARRIERES |
| <input type="checkbox"/> classé | <input type="checkbox"/> classé | <input type="checkbox"/> Zone de RISQUES NATURELS (Gypse antéjudien) |
| <input type="checkbox"/> Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) : | | <input type="checkbox"/> Servitude d'alignement |
| Zonage : | | |
| Cote des plus hautes eaux connues : | | |
| Secteur Stratégique : | | |

OPERATIONS CONCERNANT L'IMMEUBLE :

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Emplacement réservé pour logement social | <input type="checkbox"/> Périmètre de localisation d'équipement, ouvrage, espace vert public ou installation d'intérêt général à réaliser | <input type="checkbox"/> Rénovation urbaine |
| <input type="checkbox"/> Emplacement réservé pour espace vert public au bénéfice de la Ville | <input type="checkbox"/> Emplacement réservé pour élargissement de voirie | <input type="checkbox"/> Périmètre de résorption de l'habitat insalubre et de restauration immobilière |
| <input type="checkbox"/> Emplacement réservé pour équipement public, ouvrage public ou installation d'intérêt général | <input type="checkbox"/> Déclaration d'utilité publique (D.U.P.) | |

DISPOSITIONS DIVERSES :

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Protection de l'artisanat et de l'industrie | <input checked="" type="checkbox"/> Zone de déficit en logement social | <input checked="" type="checkbox"/> Zone de surveillance et de lutte contre les termites |
| <input type="checkbox"/> Périmètre devant faire l'objet d'un projet d'aménagement global | <input type="checkbox"/> Zone non déficitaire en logement social | <input type="checkbox"/> Zone à risque d'exposition au plomb |
| <input type="checkbox"/> Protection du commerce et de l'artisanat : | <input type="checkbox"/> Travaux, interdiction d'habiter ou cessation définitive de l'occupation aux fins d'habitation d'un ou plusieurs lots | |

PROTECTION DES FORMES URBAINES ET DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL :

- Bâtiment protégé ou parcelle comportant un ou des bâtiments protégés
- Elément particulier protégé
- Volumétrie existante à conserver
- Parcelle signalée pour son intérêt patrimonial, culturel ou paysager

PROTECTION DES ESPACES LIBRES:

- Espace boisé classé
- Secteur de mise en valeur du végétal
- Secteur de renforcement du végétal
- Espace vert protégé
- Espace libre protégé
- Espace libre à végétaliser
- Espace à libérer

AMENAGEMENT ET TRAITEMENT DES VOIES ET DES ESPACES RESERVES A LA CIRCULATION :

- Aménagement piétonier
- Emprise de construction basse en bordure de voie
- Voie à conserver, créer ou modifier
- Liaison piétonière à conserver, créer ou modifier
- Passage piétonier sous porche à conserver

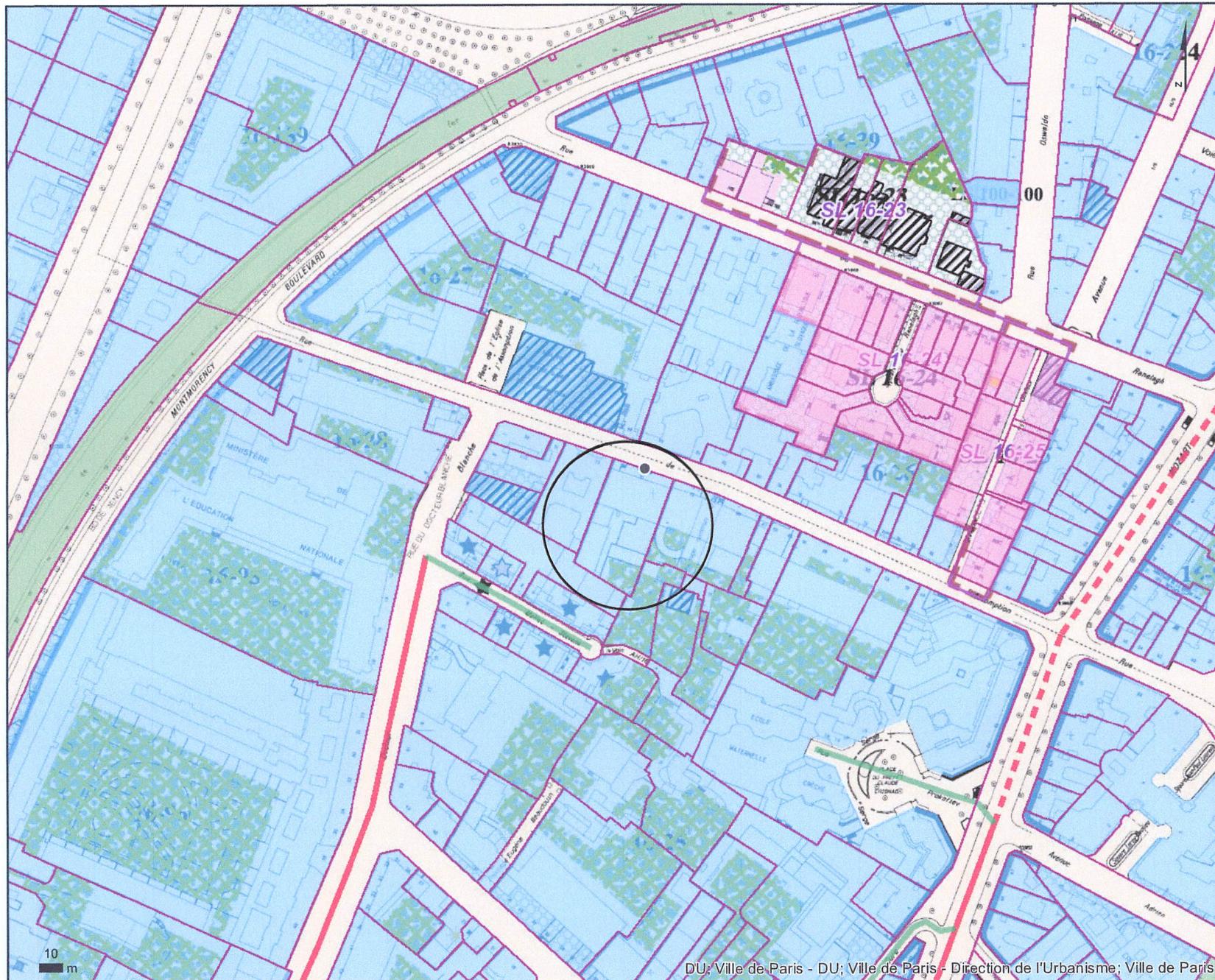
SERVITUDES DIVERSES :

ZONAGES REGLEMENTAIRES DU CHANGEMENT D'USAGE :

- Secteur de compensation renforcée
- Quartiers à prédominance de surfaces de bureaux
- Quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Voies comportant une protection particulière de l'artisanat

PARIS, le 02/06/2020
LA MAIRE DE PARIS

section BT n° 39



Parcelles cadastrales

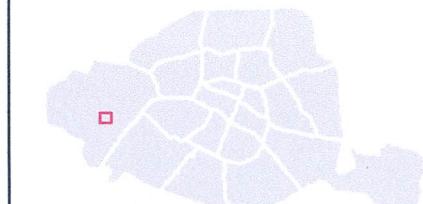
Zonages et destinations

- Zone UG - Secteur plus favorable à l'emploi
 - Zone UG - Site de protection des Grands magasins
 - Zone UG - Secteur privilégiant l'habitation
 - Zone UG - Secteur favorisant la mixité habitat-emploi
 - Zone UG - ZAC ou Secteur d'aménagement
 - Zone UG - Secteur de Maisons et Villas
 - Zone UGSU - Zone urbaine de grands services urbains
 - Zone UV - Zone urbaine verte

Voie sur laquelle la création d'accès à un parc de stationnement est interdite

Protection du commerce et de l'artisanat

- Protection du commerce et de l'artisanat
 - Protection du commerce et protection particulière de l'artisanat
 - Protection renforcée du commerce et de l'artisanat
 - Protection renforcée du commerce et protection particulière de l'artisanat



Extrait du Plan Local d'Urbanisme et du plan parcellaire de Paris

19/06/2020

Auteur : Cabinet Pa

Échelle : 1/2257

Projection : RGF 1993 Lambert 93

*Document présenté pour information,
sans valeur réglementaire*

Direction du Logement et de l'Habitat

Sous-direction de l'Habitat

Service Technique de l'Habitat

Paris, le 19/06/20

Affaire suivie par :

Dominique BRADEFER

Cabinet PAILLARD
64 BOULEVARD DE CHARONNE
75020 PARIS

V/ Réf : SDC 75 ASSOMTION / SUCCESSION DOMAIN
MAUCLAIRE

Objet : IMMEUBLE SIS A PARIS 16ÈME
75 RUE DE L'ASSOMPTION

Madame, Monsieur,

En réponse à votre courrier du 17/06/20, je porte à votre connaissance les éléments suivants relatifs à l'immeuble référencé en objet :

- En matière d'insalubrité, l'immeuble fait l'objet du (des) arrêté(s) suivant(s) pris en application des articles 1331-22 et suivants du code de la santé publique (CSP) :

Néant

- En matière de risque d'exposition au plomb, l'ensemble du territoire du département de Paris est classé zone à risque d'exposition au plomb par arrêté préfectoral du 24 octobre 2000.

- En matière de lutte contre le saturnisme, l'autorité compétente à Paris est la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement.

- En matière d'assainissement, tout immeuble à Paris est alimenté en eau potable et ses évacuations sont raccordées au réseau d'assainissement collectif.

- En matière de police du péril et de l'insécurité, l'immeuble fait l'objet du (des) arrêté(s) municipal (aux) suivant(s) pris en application des articles L.511-1 à L.511-7, R.511-1 à R.511-12, L.129-1 à L.129-7 et R.129-1 à R.129-9 du code de la construction et de l'habitation (CCH) :

- Néant

N.B. :

En matière de sécurité bâtimentaire (péril et insécurité des équipements communs), les pouvoirs de police administrative spéciale transférés au Maire de Paris depuis le 1er juillet 2017 se limitent au périmètre suivant :

- procédure péril des bâtiments à usage principal d'habitation et bâtiments à usage partiel ou total d'hébergement ;

- procédure d'insécurité des équipements communs des bâtiments collectifs à usage principal d'habitation.

Le Préfet de Police demeure compétent en matière de sécurité bâimentaire pour tous les autres bâtiments.

Ainsi, si la parcelle mentionnée dans le présent courrier ne relève pas du périmètre d'intervention du maire de Paris rappelé ci-dessus, il vous appartient de vous rapprocher de l'autorité compétente.

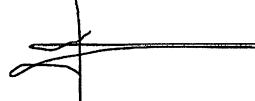
- En matière de lutte contre les termites, en application du code de la construction et de l'habitation (CCH), l'immeuble est situé dans le département de Paris, déclaré comme zone contaminée ou susceptible de l'être à court terme par application de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2003.

Le conseil de Paris a voté, en sa séance des 24 et 25 septembre 2012, l'extension aux limites du territoire communal, du secteur à l'intérieur duquel le maire peut enjoindre aux propriétaires d'immeubles bâtis et non bâtis de procéder dans les six mois à la recherche de termites et autres xylophages, ainsi qu'aux travaux préventifs ou d'éradication nécessaires, en application de l'article L.133-1 du CCH.

- En matière de ravalement, en application des articles 132-1 et suivants du CCH et de l'arrêté du maire de Paris du 27 octobre 2000 relatif au ravalement obligatoire des immeubles à Paris, l'obligation de maintien en constant état de propreté s'applique à tous les immeubles situés à Paris.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le responsable de subdivision
Richard BACCARINI



Paris, le 20/04/2020

PERIL BÂTIMENTAIRE

*au titre de la compétence de la Ville de Paris
(bâtiments à usage principal d'habitation et bâtiments à usage partiel ou total d'hébergement)*

L'immeuble sis :

ADRESSE : **75 rue de l'Assomption, 75016 PARIS**

CADASTRE : **section BT n° 39**

Ne fait pas l'objet d'un arrêté de péril

À COMPTER DU 1ER JUILLET 2017, *la Ville de Paris est compétente en matière de péril et de sécurité des équipements communs pour les bâtiments à usage principal d'habitation ainsi que de salubrité et de péril pour les bâtiments à usage partiel ou total d'hébergement.*

Article L2512-13 (extrait)

- Modifié par LOI n°2017-257 du 28 février 2017 - art. 25

I.-Dans la commune de Paris, le préfet de police exerce les pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris et par les textes qui l'ont modifié ainsi que par les articles L. 2512-7, L. 2512-14 et L. 2512-17.

II.-Toutefois, le maire de Paris est chargé de la police municipale en matière :

2° De salubrité des bâtiments à usage principal d'habitation et bâtiments à usage partiel ou total d'hébergement en application des articles L. 2212-2 et L. 2212-4 du présent code et des articles L. 1311-1 et L. 1311-2 du code de la santé publique, sous réserve des dispositions prévues au dernier alinéa du I de l'article L. 123-3 et au dernier alinéa de l'article L. 123-4 du code de la construction et de l'habitation.

Lorsque ces immeubles menacent ruine, il exerce les pouvoirs de police définis aux articles L. 129-1 à L. 129-4-1 et L. 511-7 du même code et à l'article L. 2213-24 du présent code et prescrit les mesures de sûreté exigées par les circonstances, en cas de danger grave ou imminent menaçant ces immeubles.

Ville de Paris
Direction du logement et de l'habitat
Service technique de l'habitat
17 boulevard Morland
75181 Paris Cedex 04

VILLE DE PARIS (16ème arrondissement)

Affaire : SDC / SUCCESSION DNID
MAUCLAIRE

Adresse : 75 rue de l'Assomption

Cadastre : Section BT n° 39

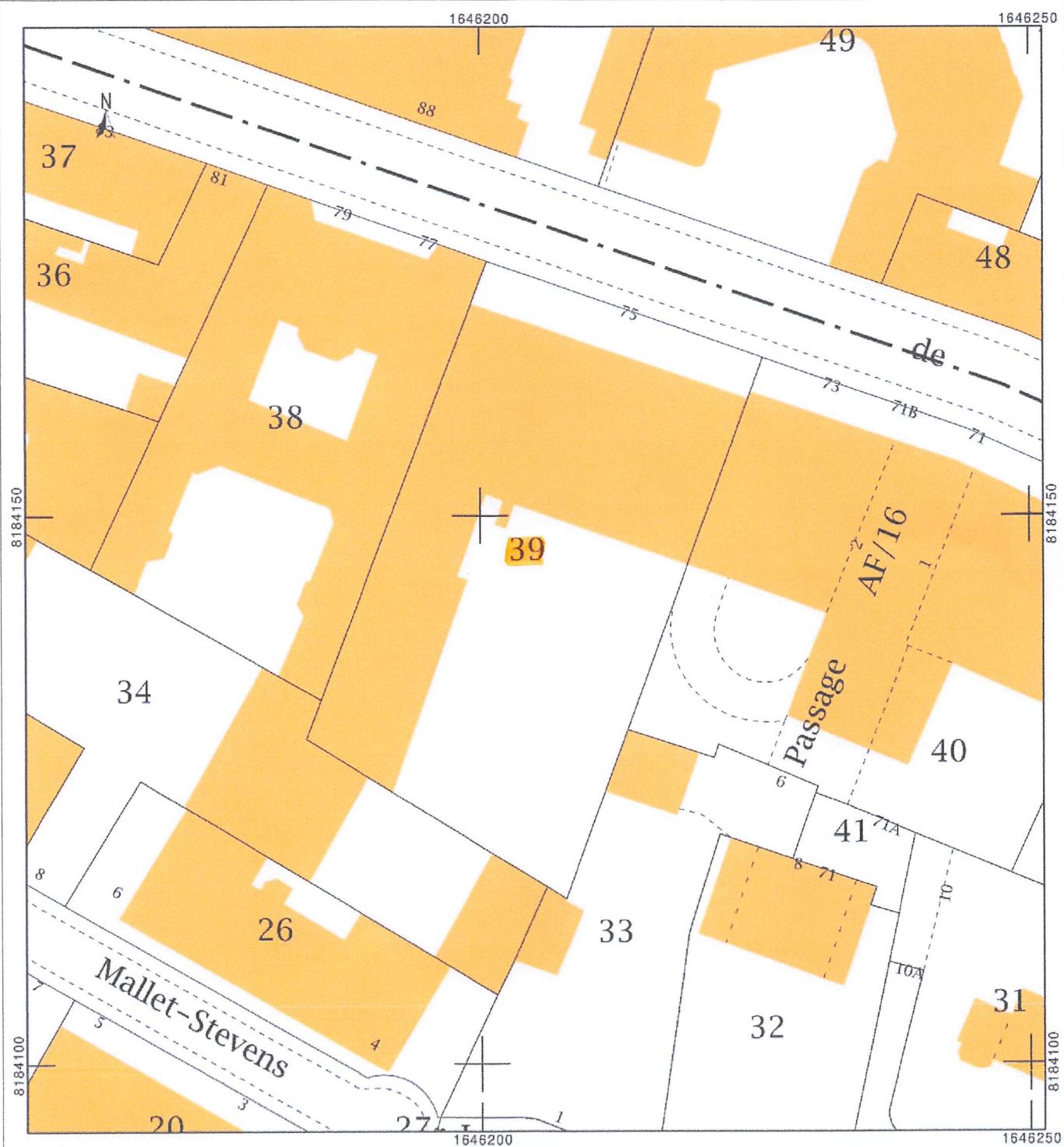
Contenance cadastrale : 13a 30ca

ECHELLE 1/500

PROPRIETAIRE(S) : Succession vacante de M. MAUCLAIRE

Lot 43, 91 et 116 de l'état descriptif de division

EXTRAIT DE PLAN CADASTRAL



12 place de la Porte de Vanves, 75014 PARIS

Renseignements sur les anciennes carrières et la dissolution du gypse antéclien

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|-------------|--|--|--|--|--|--|---|---|---------------|--|--|--|---|---|---|---|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Date de la demande : | | | | | Références : 989981 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11/03/2020 | | | | | <input type="checkbox"/> Renseignement fourni selon le plan joint | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>7</td><td>5</td><td>0</td><td>1</td><td>6</td></tr> <tr><td colspan="5">Code postal</td></tr> </table> <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td></td><td></td><td>B</td><td>T</td></tr> <tr><td colspan="2">Sect. Cadast.</td><td colspan="2"></td></tr> </table> <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr><td>0</td><td>0</td><td>3</td><td>9</td></tr> <tr><td colspan="2">Parcelle</td><td colspan="2"></td></tr> </table> | | | | | 7 | 5 | 0 | 1 | 6 | Code postal | | | | | | | B | T | Sect. Cadast. | | | | 0 | 0 | 3 | 9 | Parcelle | | | | | | | | |
| 7 | 5 | 0 | 1 | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Code postal | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | B | T | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sect. Cadast. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0 | 0 | 3 | 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Parcelle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PARIS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adresse : <u>75 RUE DE L' ASSOMPTION</u> <u>75016 Paris</u> | | | | | Votre référence : <u>SUCCESSION DOMAIN MAUCLAIRE</u> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adresse complémentaire : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Parcelles complémentaires : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Les renseignements ci-dessous sont donnés à titre indicatif. Il est rappelé que le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol (art. 552 du Code Civil).

Ces informations ne sont pas suffisantes pour compléter l'état des risques naturels et technologiques en application des articles L 125-5 et R 125-26 du Code de l'Environnement

Les renseignements concernant la présence, la position, la nature des anciennes carrières, galeries souterraines et autres cavages abandonnés sont communiqués dans l'état actuel des connaissances acquises par l'inspection générale des carrières et sous réserve de vérification par tous les moyens appropriés

1° Possibilité de dissolution du gypse antéclien :

Paris par arrêté interpréfectoral du 25 février 1977 Zone étendue au périmètre défini par l'arrêté actuel

2° Par rapport aux zones de carrières connues :

en dehors en zone de carrière ⁽¹⁾ possibilité de remblais dus à d'anciennes sablières, glaïsières, ou à du nivelllement⁽¹⁾

3° Particularités du sous-sol :

ancienne carrière de calcaire grossier souterraine
ancienne carrière de calcaire grossier à ciel ouvert
ancienne carrière de craie
ancienne glaïsière

T Pa Pr
□ □ □
□ □ □
□ □ □
□ □ □

ancienne carrière de gypse souterraine
ancienne carrière de gypse à ciel ouvert
ancienne sablière
Autre :

T Pa Pr
□ □ □
□ □ □
□ □ □
□ □ □

T : en totalité, Pa : en partie, Pr : à proximité

4° Nature des travaux réalisés pour la stabilité du bâti faisant partie de la propriété :

| | | | |
|---|--------------------------------|--|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Aucun (ou non communiqués à l'IGC) <input type="checkbox"/> Fondations superficielles armées <input type="checkbox"/> Fondations profondes prenant appui sur le sol de la Carrière <input type="checkbox"/> à ciel ouvert <input type="checkbox"/> souterraine | Pa <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> Consolidations souterraines en carrière par piliers <input type="checkbox"/> Consolidations souterraines par injection <input type="checkbox"/> Remblaiement de la carrière <input type="checkbox"/> Autre : | Pa <input type="checkbox"/> |
|---|--------------------------------|--|--------------------------------|

Pa : en partie

⁽¹⁾ Pour ces propriétés, il peut être prescrit des travaux de reconnaissance ou de confortement du sous-sol et/ou de fondations dans le cas d'une demande d'autorisation de bâtir

L'inspection générale des carrières ne donnant aucun renseignement par téléphone, un bureau d'accueil est ouvert pour toute précision orale les lundi, mercredi et vendredi matin de 9 h à 12 h.

Paris, le :

11/03/2020